

VÉRIFICATION CONTRE LA LIVRAISON

**Déclaration de Ms. Razia Sultana
Conseil de Sécurité des Nations Unies – Débat sur la Violence
Sexuelle liée au Conflits
16 avril 2018**

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Bonjour,

Je suis une avocate, chercheuse et éducatrice rohingya spécialisée dans les traumatismes, les viols massifs et la traite des filles et des femmes rohingya. Je travaille directement avec des femmes et des filles rohingyas dans les camps de réfugiés au Bangladesh depuis 2014. En tant que chercheuse senior, j'ai travaillé avec Kalandan Press sur plusieurs rapports. Je suis coordinatrice de la Free Rohingya Coalition, directrice de la section des femmes de l'Organisation nationale Arakan Rohingya (ARNO) et fondatrice de Rohingya Women Welfare (ROWW).

Je parle aujourd'hui au nom de mon peuple, qui a été chassé de notre patrie. D'où je viens, des femmes et des filles ont été violées en groupe, torturées et tuées par l'armée du Myanmar, et ce seulement parce qu'elles sont Rohingya. Je parle également aujourd'hui au nom du groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité (NGO Working Group on Women, Peace, and Security).

Depuis août dernier, plus de 670 000 Rohingyas ont fui le Myanmar. C'est le mouvement de réfugiés le plus rapide depuis le génocide rwandais. Je suis extrêmement reconnaissante envers le Bangladesh pour avoir ouvert ses frontières. Cependant, la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, nous a laissés à l'abandon. Cette dernière crise aurait dû être évitée si les signes d'alerte depuis 2012 n'avaient pas été ignorés. Depuis lors, les forces de sécurité de l'État ont commis des violations des droits de l'homme contre les Rohingyas. Les autorités ont depuis imposé de sévères restrictions à notre liberté de mouvement qui ont limité l'accès aux moyens de subsistance, aux soins de santé, à l'alimentation et à l'éducation. La discrimination contre les Rohingyas remonte à 1982, année où nous avons été privés de nos droits de citoyenneté.

Beaucoup d'autres minorités ethniques du Myanmar, y compris les Karen, Kachin, Chin, Mung et Shan ont également fait face à des décennies de discrimination, de viols et autres violations des droits de l'homme par les militaires opérant en toute impunité. D'autres groupes de femmes appartenant à des groupes ethniques au Myanmar ont documenté ces cas récurrents pendant des décennies. En 2002, des groupes Shan ont publié un rapport présentant les mêmes schémas de viols collectifs, de meurtres et de mutilations. En 2014, la Ligue des femmes de Birmanie a publié un rapport sur le viol de plus de 100 femmes appartenant à des groupes ethniques par l'Armée du Myanmar. Cela montre que même après les élections de 2010, l'armée du Myanmar violait toujours les femmes en toute impunité. Ce qui se passe maintenant est seulement ceci à une beaucoup plus grande échelle.

Mes propres recherches et entretiens prouvent que les troupes gouvernementales ont violé bien plus de 300 femmes et filles dans 17 villages de l'État de Rakhine. Avec plus de 350 villages attaqués et brûlés depuis août 2017, ce nombre ne représente probablement qu'une fraction du nombre total réel de femmes violées. Des filles d'à peine six ans ont subi des viols collectifs. Des femmes et des filles ont été capturées et ont subi des viols en réunion dans leurs maisons, lors qu'elles fuyaient ou essayaient de traverser la frontière du Bangladesh. Certaines ont été horriblement mutilées et brûlées vives. La violence sexuelle a impliqué des centaines de soldats et s'est produite à travers une vaste partie de l'État de Rakhine. Une telle ampleur et une telle échelle fournissent des preuves solides que le viol était planifié de façon systématique et utilisé comme une arme contre mon peuple. La mutilation récurrente des parties intimes des femmes après le viol suggère une directive spécifique pour instiller la terreur parmi les Rohingyas mais aussi pour détruire leurs moyens même de reproduction. Avec des centaines de milliers de soldats déployés à travers le Myanmar, cela a des conséquences terribles pour la sécurité des femmes et des filles à travers le pays.

Il y a des situations similaires ailleurs dans le monde, comme en Syrie et au Yémen. Au Yémen, plus de 3 millions de femmes et de filles sont exposées à la violence sexuelle et basée sur le genre. En Syrie, la Commission d'Enquête a constaté que les violences sexuelles commises par les forces gouvernementales et les milices faisaient partie d'attaques généralisées et systématiques dirigées contre la population civile.

Les Rohingyas continuent de fuir aujourd'hui, et les organisations humanitaires estiment que 60% des Rohingyas déplacés actuellement à Cox's Bazar au Bangladesh sont des femmes et des filles. Si le Bangladesh avait fermé ses frontières, la

situation aurait été considérablement pire. Cependant, la communauté internationale et les associations humanitaires doivent intensifier de toute urgence la provision de services de santé et de protection pour soutenir les réfugiés Rohingyas. Cela doit inclure un accès sans entraves à des services de soins de santé vitaux, des soins psychologiques et psychosociaux, et de meilleures conditions pour l'assainissement, l'eau et l'hygiène. Malgré les vifs besoins, les soins post-viol, y compris l'accès à des avortements sécurisés et à la contraception d'urgence, est sévèrement limité dans les camps. Les femmes et filles handicapées et les personnes âgées font face de plus grands risques et à des besoins plus importants qui ne sont pas pris en compte. Il doit y avoir un processus d'enregistrement plus rapide pour les ONG ayant une expérience humanitaire spécialisée dans la santé sexuelle et reproductive et dans les programmes d'autonomisation et de protection des femmes.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est l'augmentation du nombre de jeunes femmes victimes de traite des êtres humains, dont certaines ont à peine 12 ans. Les jeunes femmes et jeunes filles sont enlevées, ou on leur promet des emplois ou un mariage, puis elles disparaissent. Beaucoup ne s'imaginent aucun avenir et veulent s'échapper vers une vie meilleure. Elles sont facilement piégées par de fausses promesses et disparaissent à jamais. Il y a également eu des cas de jeunes adolescents qui ont été enlevés. Je travaille sur une campagne de sensibilisation pour les parents et chef de communautés afin de fournir à leurs filles un environnement protégé.

Les jeunes femmes Rohingyas ont un rôle essentiel à jouer dans cette sensibilisation et dans la coordination de l'aide humanitaire dans les camps. Elles devraient être encouragées à se porter volontaires, car leur communauté leur fera confiance pour relayer des informations vitales, tout en leur faisant acquérir d'importantes compétences de leadership. Beaucoup de jeunes femmes Rohingyas dans les camps de réfugiés veulent aider leur peuple et être activement impliquées dans l'avenir de leur communauté. Elles ont besoin d'être soutenues et de recevoir la formation nécessaire pour le faire. Il est temps de donner à nos femmes et filles Rohingya la vision, le respect et le soutien dont elles ont besoin, à travers tous les moyens que nous avons à notre disposition.

Plus tard ce moi-ci, le Conseil de sécurité visitera les camps de réfugiés de Cox's Bazar avant de se rendre au Myanmar. Au cours de cette visite, vous devez rencontrer des femmes et filles survivantes. Je pourrais faciliter des rencontres sûres. Vous devez travailler avec les autorités du Bangladesh pour stopper la traite d'êtres humains, faire pression sur le gouvernement du Myanmar et les hauts fonctionnaires pour qu'ils coopèrent avec la Mission d'établissement des faits de l'ONU et insister pour un accès humanitaire illimité dans l'État de Rakhine.

L'état de droit doit guider la réponse à la crise des Rohingyas. Des pressions internationales sont urgemment nécessaires pour mettre fin à l'impunité au Myanmar et soutenir les réformes politiques et juridiques mettant fin à l'oppression de populations ethniques au Myanmar. Tout retour de réfugiés au Myanmar doit être conforme aux normes internationales et être sûr, digne et volontaire. Comme l'a recommandé la Commission consultative sur l'État de Rakhine, et comme de nombreux membres de ce Conseil en ont convenu, le gouvernement du Myanmar doit aborder les questions centrales de la citoyenneté Rohingya, des droits, de la liberté de circulation et de l'égalité devant la loi. Mon peuple doit être assuré de sa sécurité à son retour au Myanmar.

L'armée du Myanmar figure pour la première fois dans le rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits de cette année. À la lumière de cette situation et de l'impunité continue de l'armée, le Conseil de sécurité doit saisir sans délai la Cour suprême du Myanmar devant la Cour pénale internationale pour ses crimes horribles contre les Rohingyas et pour les violations commises contre d'autres groupes ethniques du pays, notamment à Shan, Karin, Kachin et dans d'autres états.

Il est hypocrite de condamner les violations des droits de l'homme et d'exprimer son horreur devant de nouvelles violences, tout en vendant aussi des armes au Myanmar et en cherchant des licences exploratoires pour miner ses ressources naturelles. Les États Membres engagés à prévenir les conflits et à maintenir la paix ne peuvent fermer les yeux devant les persécutions, discriminations ou autres violations des droits de l'homme approuvées par l'État envers les minorités ethniques, y compris les violences sexuelles à des fins commerciales. Ceci s'applique au Myanmar et à toutes les crises ailleurs.

Ma déclaration aujourd'hui n'est pas seulement pour les femmes rohingyas, mais pour mes autres sœurs d'autres groupes ethniques qui font aussi face à de telles atrocités. Des femmes leaders de communautés de différentes ethnies à travers le Myanmar travaillent ensemble pour construire la paix interethnique et les relations communautaires. Nous croyons en un Myanmar pacifique et uni pour toutes les ethnies.

Je vous remercie.

The NGOWG on Women, Peace and Security advocates for the equal and full participation of women in all efforts to create and maintain international peace and security. Formed in 2000 following the adoption of Security Council resolution 1325 (2000), the NGOWG now focuses on implementation of all Security Council resolutions that address this issue. The NGOWG serves as a bridge between women's human rights defenders working in conflict-affected situations and policy-makers at UN Headquarters.

The NGOWG coalition members are: Amnesty International; CARE International; Consortium on Gender, Security and Human Rights; Cordaid; Global Justice Center; Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict; Human Rights Watch; International Alert; MADRE; Nobel Women's Initiative; OutRight Action International; Oxfam; Refugees International; Saferworld; Women's Refugee Commission; and Women's International League for Peace and Freedom.